

S 21-043	Matériel de sauvetage et de lutte contre l'incendie — Clapets de non-retour (PN 16) pour la protection des standpipes (1e éd.)	S 21-043	Reddings- en brandweermaterieel — Keerkleppen (PN 16) voor de beveiliging van standpijpen (1e uitg.)
S 21-045	Matériel de sauvetage et de lutte contre l'incendie — Clefs de manoeuvre (1e éd.)	S 21-045	Reddings- en brandweermaterieel — Bedienings sleutels (1e uitg.)
X 02-104	Grandeurs et unités de chaleur (1e éd.)	X 02-104	Grootheden en eenheden voor de warmteleer (1e uitg.)
EN 71/1	Sécurité des jouets — Partie 1 : Propriétés mécaniques et physiques (2e éd.)	EN 71/1	Veiligheid van speelgoed — Deel 1 : Mechanische en fysische eigenschappen (2e uitg.)
EN 71/2	Sécurité des jouets — Partie 2 : Inflammabilité (2e éd.)	EN 71/2	Veiligheid van speelgoed — Deel 2 : Brandbaarheid (2e uitg.)
EN 71/3	Sécurité des jouets — Partie 3 : Migration de certains éléments (1e éd.)	EN 71/3	Veiligheid van speelgoed — Deel 3 : Migratie van bepaalde elementen (1e uitg.)
ISO 3069	Pompes centrifuges à aspiration en bout — Dimensions des logements de garnitures mécaniques et de garnitures à tresse (1e éd.)	ISO 3069	Centrifugaalpompn met axiale instroming — Afmetingen van de behuizing van mechanische dichtingen en van koordpakkingen (1e uitg.)
ISO 5941	Compresseurs, outils et machines pneumatiques — Pressions préférentielles (1e éd.)	ISO 5941	Compressoren, pneumatische werktuigen en machines — Voorkeurdrukken (1e uitg.)

Art. 2. La norme NBN B 03-001, 2e édition, remplace NBN B 03-001, 1e édition, homologuée par l'arrêté royal du 4 octobre 1977.

La norme NBN U 01-001, 2e édition, remplace NBN U 01-001, 1e édition, homologuée par l'arrêté royal du 26 avril 1982.

Art. 3. Les normes énumérées à l'article 1er, peuvent être consultées à l'Institut belge de normalisation, avenue de la Brabançonne 29, 1040 Bruxelles, où elles sont en vente.

Art. 4. Les homologations suivantes cessent de sortir leur effet :
La norme NBN 257, 2e édition, homologuée par l'arrêté royal du 28 mai 1964.

La norme NBN 291, 1e édition, homologuée par l'arrêté royal du 20 avril 1953.

La norme NBN C 72-188, 2e édition, homologuée par l'arrêté royal du 6 décembre 1979.

La norme NBN C 73-335-4, 1e édition, homologuée par l'arrêté royal du 26 avril 1982.

L'addendum 1 à la norme NBN C 73-335-4, 1e édition, homologué par l'arrêté royal du 6 décembre 1982.

L'addendum 1 à la norme NBN C 73-335-27, 1e édition, homologué par l'arrêté royal du 6 décembre 1982.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires économiques et du Plan est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 octobre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,

W. CLAES

Art. 2. Norm NBN B 03-001, 2e uitgave, vervangt NBN B 03-001, 1e uitgave, bekrachtigd bij koninklijk besluit van 4 oktober 1977.

Norm NBN U 01-001, 2e uitgave, vervangt NBN U 01-001, 1e uitgave, bekrachtigd bij koninklijk besluit van 26 april 1982.

Art. 3. De in het artikel één vermelde normen kunnen geraadpleegd worden bij het Belgisch Instituut voor normalisatie, Brabançonnelaan 29, 1040 Brussel, waar zij te koop zijn.

Art. 4. De volgende bekrachtigingen worden ingetrokken

Norm NBN 257, 2e uitgave, bekrachtigd bij koninklijk besluit van 28 mei 1964.

Norm NBN 291, 1e uitgave, bekrachtigd bij koninklijk besluit van 20 april 1953.

Norm NBN C 72-188, 2e uitgave, bekrachtigd bij koninklijk besluit van 6 december 1979.

Norm NBN C 73-335-4, 1e uitgave, bekrachtigd bij koninklijk besluit van 26 april 1982.

Addendum 1 bij de norm NBN C 73-335-4, 1e uitgave, bekrachtigd bij koninklijk besluit van 6 december 1982.

Addendum 1 bij de norm NBN C 73-335-27, 1e uitgave, bekrachtigd bij koninklijk besluit van 6 december 1982.

Art. 5. Onze Minister van Economische Zaken en het Plan is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 oktober 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken en het Plan,

W. CLAES

F. 89 — 2126

**8 NOVEMBRE 1989. — Arrêté royal
relatif aux offres publiques d'acquisition
et aux modifications du contrôle des sociétés**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, notamment l'article 29 modifié par la loi du 9 mars 1989 et les articles 29 bis et 29 ter insérés par la même loi;

Vu l'avis de la Commission bancaire;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

N. 89 — 2126

**8 NOVEMBER 1989. — Koninklijk besluit
op de openbare overnameaanbiedingen
en de wijzigingen in de controle op vennootschappen**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bank controle en het uitgifteregime voor titels en effecten, inzonderheid op artikel 29 gewijzigd door de wet van 9 maart 1989 en artikelen 29 bis en 29 ter ingevoegd door de zelfde wet;

Gelet op het advies van de Bankcommissie;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. - *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Sont soumises aux chapitres I^{er} et II du présent arrêté les offres publiques d'acquisition portant sur des titres visés au § 3,

§ 2. Sont soumises aux chapitres I^{er} et III du présent arrêté les modifications du contrôle des sociétés de droit belge ayant fait ou faisant publiquement appel à l'épargne.

Par société ayant fait ou faisant publiquement appel à l'épargne, il faut entendre, pour l'application du présent arrêté :

a) les sociétés dont des titres visés au § 3 sont admis à la cote officielle ou traités aux ventes publiques supplémentaires d'une bourse de fonds publics et de change du Royaume;

b) les sociétés autres que celles visées au littéra a) dont des titres visés au § 3 sont répandus dans le public.

§ 3. Les titres visés aux §§ 1^{er} et 2 sont les titres représentatifs ou non du capital, conférant le droit de vote, ainsi que les titres donnant droit à la souscription ou à l'acquisition de tels titres ou à la conversion en de tels titres.

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre

1^o par société visée : la société dont les titres font l'objet de l'offre publique d'acquisition;

2^o par prix : la contrepartie proposée aux actionnaires de la société visée;

3^o par jour : les jours ouvrables dans le secteur bancaire;

4^o par offrant : la ou les personnes qui font l'offre, la ou les personnes pour compte desquelles l'offre est faite en tout ou en partie ainsi que les cessionnaires auxquels l'offrant s'est engagé à rétrocéder tout ou partie des titres qu'il détiendrait après l'offre, dans la société visée;

5^o par personnes agissant de concert : les personnes entre lesquelles existe un accord ayant pour objet ou pour effet l'adoption par elles d'un comportement parallèle en ce qui concerne l'acquisition ou la cession de titres de la société visée, de l'offrant ou de la société dont les titres sont offerts en contrepartie;

6^o par personnes liées : les entreprises qui sont liées entre elles au sens de la définition figurant à l'annexe, chapitre III, section I^{re}, IV, A, de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, ainsi que les autres personnes physiques et morales lorsqu'il y a entre elles un lien de filiation au sens du même arrêté;

7^o par contrôle d'une société : le fait que celle-ci se trouve par rapport à une personne physique ou morale dans un lien de filiation au sens de la définition figurant à l'annexe, chapitre III, section I^{re}, IV, A, de l'arrêté royal précité du 8 octobre 1976;

8^o par contrôle conjoint : le contrôle exercé ensemble par un nombre limité d'associés lorsque ceux-ci ont convenu que les décisions relatives à l'orientation de la gestion de la société ne pourraient être prises que de leur commun accord;

9^o par établissement de crédit : une banque, une caisse d'épargne privée ou une institution publique de crédit, établie en Belgique.

§ 2. Sont considérés, sauf preuve contraire, comme des accords ayant pour objet ou pour effet l'adoption par les parties d'un comportement parallèle en ce qui concerne l'acquisition ou la cession de titres de la société concernée :

a) les conventions autres que statutaires comportant un blocage des titres, un agrément ou un mécanisme similaire pour l'acquisition ou la cession de titres de la société concernée;

b) les conventions autres que statutaires comportant des droits de préemption ou des options ou engagements d'achat ou de vente de titres de la société concernée;

c) le contrôle conjoint d'une société qui possède des titres de la société concernée.

Sont présumés, sauf preuve contraire, agir de concert :

a) l'offrant, les membres de ses organes d'administration et les sociétés qu'il contrôle ou qui le contrôlent, ainsi que les autres personnes avec lesquelles ils ont conclu un accord visé à l'alinéa précédent;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken, van Onze Minister van Justitie en van Minister van Financiën en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. § 1. De hoofdstukken I en II van dit besluit gelden voor elk openbaar bod op effecten als bedoeld in § 3.

§ 2. De hoofdstukken I en III van dit besluit gelden voor de wijzigingen in de controle over vennootschappen naar Belgisch recht die een openbaar beroep doen of hebben gedaan op het spaarwezen.

Onder vennootschappen die een openbaar beroep doen of hebben gedaan op het spaarwezen, wordt voor de toepassing van dit besluit verstaan :

a) de vennootschappen waarvan effecten als bedoeld in § 3 zijn toegelaten tot de officiële notering aan dan wel worden verhandeld in de bijkomende veilingen van een openbare fondsen- en wisselbeurs van het Rijk;

b) de andere vennootschappen dan bedoeld sub a) waarvan effecten als bedoeld in § 3 in het publiek zijn verspreid.

§ 3. De in §§ 1 en 2 bedoelde effecten zijn stemrechtverlenende effecten die al dan niet het kapitaal vertegenwoordigen alsmede effecten die recht geven op inschrijving op, verwerving van of conversie in dergelijke effecten.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan

1^o onder bedoelde vennootschap : de vennootschap op de effecten waarvan het openbaar overnameaanbod slaat;

2^o onder prijs : de tegenwaarde voorgesteld aan de aandeelhouders van de bedoelde vennootschap;

3^o onder dag : de werkdagen in de banksector;

4^o onder bieder : de persoon of personen die het bod doen dan wel voor wier rekening het bod geheel of ten dele wordt gedaan evenals de cessionarissen tegenover wie de bieder zich verbonden heeft de effecten die hij ha het bod in de bedoelde vennootschap zou bezitten, geheel of ten dele te retrocederen;

5^o onder personen die in onderling overleg optreden : personen tussen wie een akkoord bestaat met voor de partijen als doel of gevolg een parallel gedraglijn te volgen voor de verwerving of de overdracht van effecten van de bedoelde vennootschap, van de bieder of van de vennootschap waarvan de effecten als tegenwaarde worden aangeboden;

6^o onder verbonden personen : ondernemingen die onderling zijn verbonden in de zin van de omschrijving die voorkomt in de bijlage, hoofdstuk III, deel I, IV, A, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen alsmede andere natuurlijke en rechtspersonen, wanneer tussen hen een affiliatieverband bestaat in de zin van hetzelfde besluit;

7^o onder controle van een vennootschap : het feit dat zij tegenover een natuurlijke of rechtspersoon in een affiliatieverband staat in de zin van de omschrijving die voorkomt in de bijlage, hoofdstuk III, deel I, IV, A, van genoemd koninklijk besluit van 8 oktober 1976;

8^o onder gezamenlijke controle : de controle die een beperkt aantal vennoten samen uitoefenen wanneer zij zijn overeengekomen dat slechts met hun gemeenschappelijke instemming beslissingen kunnen worden genomen omtrent de oriëntatie van het vennootschapsbeleid;

9^o onder kredietinstelling : een in België gevestigde bank, privé-spaarkaas of openbare kredietinstelling.

§ 2. Worden behoudens tegenbewijs beschouwd als akkoorden met voor de partijen als doel of als gevolg een parallel gedraglijn te volgen voor de verwerving of de overdracht van effecten van de betrokken vennootschap :

a) andere dan statutaire overeenkomsten die een blokkering van de effecten, een goedkeuring of een gelijkaardig mechanisme voor de verwerving of overdracht van effecten van de betrokken vennootschap inhouden;

b) andere dan statutaire overeenkomsten waarin een recht van voorkoop dan wel opties of verplichtingen tot aankoop of verkoop van effecten van de betrokken vennootschap zijn bedongen;

c) de gezamenlijke controle over een vennootschap die effecten bezit van de betrokken vennootschap.

Worden behoudens tegenbewijs vermoed in onderling overleg op te treden :

a) de bieder, de leden van zijn bestuursorganen en de vennootschappen die hij controleert of die hem controleren, alsook andere personen met wie zij een akkoord als bedoeld in voorgaand lid hebben gesloten;

b) le contre-offrant, les membres de ses organes d'administration et les sociétés qu'il contrôle ou qui le contrôlent, ainsi que les autres personnes avec lesquelles ils ont conclu un accord visé à l'alinéa précédent;

c) la société visée, les membres de ses organes d'administration et les sociétés qu'elle contrôle ou qui la contrôlent, ainsi que les autres personnes avec lesquelles ils ont conclu un accord visé à l'alinéa précédent;

d) les autres personnes qui ont conclu avec les personnes visées au a), au b) ou au c) un accord pour le financement de l'acquisition de titres de la société visée et qui sont intéressées au résultat de l'offre en raison d'un intérêt qui n'est pas exclusivement celui de créancier;

e) les personnes liées entre elles.

CHAPITRE II

Des offres et contre-offres publiques d'acquisition

Section 1^{re}. — Des offres publiques d'acquisition

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 3. Toute offre publique d'acquisition doit satisfaire aux conditions suivantes :

1^o l'offre doit porter sur la totalité des titres visés à l'article 1^{er}, § 3, émis par la société visée non encore détenus par le ou par les offrans;

2^o en cas d'offre publique d'achat, la totalité des fonds nécessaires à la réalisation de l'offre doit être disponible, soit en un compte auprès d'un établissement de crédit, soit sous la forme d'un crédit irrévocable et inconditionnel ouvert à l'offrant par un établissement de crédit; ces fonds doivent être bloqués pour assurer le paiement du prix d'achat des titres acquis dans le cadre de l'offre ou être affectés exclusivement à cette fin;

3^o en cas d'offre publique d'échange, l'offrant doit disposer soit des titres à offrir en contrepartie, soit du pouvoir de les émettre ou du droit de les acquérir en nombre suffisant et dans le délai prévu pour le paiement et, s'il n'a pas le pouvoir de les émettre, il doit disposer, en droit ou en fait, des moyens nécessaires pour obtenir l'émission des titres par la personne morale en cause;

4^o les conditions et les modalités de l'offre doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté; elles doivent au surplus, notamment en ce qui concerne le prix, être telles qu'elles permettent normalement à l'offrant d'obtenir le résultat recherché;

5^o l'offrant doit s'engager, pour ce qui dépend de lui, à mener l'offre à son terme;

6^o la réception des acceptations et le paiement du prix doivent être assurés par un établissement de crédit.

L'alinéa 1^{er} n'est pas d'application lorsque l'offre est telle que si elle réussit, l'offrant, ses administrateurs, les personnes qui lui sont liées et les autres personnes physiques ou morales agissant de concert avec eux, ne détendront pas ensemble, compte tenu des titres qu'ils possédaient avant le lancement de l'offre, plus de 10 p.c. des droits de vote afférents aux titres émis par la société visée.

Le calcul de la quotité prévue à l'alinéa 2 est effectué conformément à l'article 2, § 1^{er} de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition et conformément aux dispositions réglementaires portant exécution de ce paragraphe.

Sous-section 2

De l'avis à la Commission bancaire et de sa publication

Art. 4. Quiconque se propose d'effectuer une offre publique d'acquisition doit en aviser préalablement la Commission bancaire conformément à l'article 26 de l'arrêté royal n^o 185 du 9 juillet 1935, tel qu'il est interprété par l'article 22 de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne.

L'avis doit contenir, outre le prix ainsi que les conditions et modalités principales de l'offre, des indications établissant qu'il est satisfait aux conditions prévues à l'article 3.

Art. 5. A l'avis visé à l'article 3 est joint un dossier établi conformément aux prescriptions de la Commission bancaire et qui comporte notamment :

1^o le projet de prospectus établi conformément à l'article 20, ainsi que le projet des documents visés à l'article 25;

2^o si l'article 108 du livre 1^{er}, titre V du Code de commerce est applicable, une copie de la demande d'autorisation prévue par ledit article.

b) de tegenbieder, de leden van zijn bestuursorganen en de vennootschappen die hij controleert of die hem controleren alsook andere personen met wie zij een akkoord als bedoeld in voorgaand lid hebben gesloten;

c) de bedoelde vennootschap, de leden van haar bestuursorganen en de vennootschappen die zij controleert of die haar controleren alsook andere personen met wie zij een akkoord als bedoeld in voorgaand lid hebben gesloten;

d) andere personen die met de sub a), b) of c) bedoelde personen een akkoord hebben gesloten om de verwerving van effecten van de bedoelde vennootschap te financieren en die bij het resultaat van het bod een belang hebben dat niet uitsluitend een belang als schuldeiser is;

e) onderling verbonden personen.

HOOFDSTUK II

Openbare overnameaanbiedingen en -tegenaanbiedingen

Afdeling 1. — Openbare overnameaanbiedingen

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 3. Elk openbaar overnameaanbod moet aan volgende voorwaarden voldoen :

1^o het bod moet slaan op alle in artikel 1, § 3, bedoelde effecten uitgegeven door de bedoelde vennootschap, die nog niet in bezit zijn van de bieder(s);

2^o in geval van een openbaar koopaanbod moeten alle voor de verwezenlijking van het bod noodzakelijke fondsen beschikbaar zijn, hetzij op een rekening bij een kredietinstelling, hetzij in de vorm van een onherroepelijk en onvoorwaardelijk krediet dat een kredietinstelling voor de bieder heeft geopend; deze middelen moeten worden geblokkeerd om de betaling te waarborgen van de prijs voor het aankopen van de effecten die in het kader van het bod zijn verworven of uitsluitend daartoe worden aangewend;

3^o bij een openbaar bod tot omruiling moet de bieder beschikken hetzij over de als tegenprestatie aan te bieden effecten, hetzij over de bevoegdheid om ze uit te geven of te verwerven in voldoende aantal en binnen de voor de betaling voorgeschreven termijn en, zo hij niet bevoegd is om ze uit te geven, moet hij de jure of de facto over de nodige middelen beschikken om de uitgifte van de effecten te verkrijgen van de bedoelde rechtspersoon;

4^o de voorwaarden en de regels voor het bod moeten in overeenstemming zijn met de bepalingen van dit besluit; bovendien moeten zij, inzonderheid wat de prijs betreft, de bieder normaal in staat stellen het beoogde resultaat te behalen;

5^o de bieder moet zich, wat hem betreft, ertoe verbinden het bod ten einde te brengen;

6^o een kredietinstelling moet zorgen voor de ontvangst van de acceptaties, en de betaling van de prijs.

Het eerste lid is niet van toepassing wanneer het om een bod gaat dat — indien het slaagt — de bieder, zijn bestuurders, de met hem verbonden personen en de andere natuurlijke of rechtspersonen die in overleg met hen handelen, rekening houdend met de effecten in hun bezit vóór het bod werd uitgebracht, gezamenlijk niet meer dan 10 pct. zullen bezitten van de stemrechten verbonden aan de door de bedoelde vennootschap uitgegeven effecten.

Het quotum zoals bedoeld in het tweede lid wordt berekend overeenkomstig artikel 2, § 1, van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, en overeenkomstig de verordeningsbepalingen ter uitvoering van die paragraaf.

Onderafdeling 2

Kennisgeving aan de Bankcommissie en openbaarmaking

Art. 4. Wie zich voorneemt een openbaar overnameaanbod te doen, moet dit vooraf ter kennis brengen van de Bankcommissie, overeenkomstig artikel 28 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, zoals uitgelegd door artikel 22 van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar beroep op het spaarwezen.

De kennisgeving moet, naast de prijs, de voorwaarden en voornaamste modaliteiten van het bod, gegevens bevatten waaruit blijkt dat aan de voorwaarden van artikel 3 is voldaan.

Art. 5. Bij de in artikel 3 bedoelde kennisgeving wordt een dossier gevoegd dat is opgemaakt overeenkomstig de voorschriften van de Bankcommissie en inzonderheid volgende stukken bevat

1^o het ontwerp-prospectus, opgemaakt overeenkomstig artikel 20 evenals het ontwerp van de in artikel 25 bedoelde stukken;

2^o in geval artikel 108 van boek I, titel V van het Wetboek van koophandel van toepassing is, een kopie van de in dit artikel bedoelde aanvraag om machtiging.

Art. 6. Lorsqu'elle a été saisie d'un avis donné conformément à l'article 4, la Commission bancaire le rend public au plus tard le jour suivant celui de sa réception conformément aux modalités qu'elle établit.

Le même jour elle informe de cette publication :

1° le ou les comités de la cote des bourses de fonds publics et de change du Royaume où les actions de la société visée sont admises à la cote officielle ou traitées aux ventes publiques supplémentaires;

2° la société visée;

3° l'offrant.

Toutefois, si la Commission bancaire estime qu'il n'est pas satisfait à l'article 3, 4°, la publication prévue au § 1^{er} est suspendue, pendant trois jours au plus, jusqu'à ce qu'elle saisisse le président du tribunal de commerce conformément à l'article 16 de la loi du 2 mars 1989.

Art. 7. Lorsque le bon fonctionnement du marché l'exige, la Commission bancaire peut demander aux personnes concernées par une éventuelle offre publique d'acquisition de publier un communiqué et, à défaut, le faire elle-même.

Hormis le cas visé à l'alinéa 1^{er}, nul ne peut, avant la publication visée à l'article 6, annoncer, sous quelque forme que ce soit, le lancement d'une offre.

Art. 8. § 1^{er}. Dès réception de la communication visée à l'article 6, alinéa 2 et jusqu'à la clôture de l'offre, la société visée ne peut, sauf par décision de l'assemblée générale,

1° procéder à une augmentation de capital par apports en espèces en limitant ou supprimant le droit de préférence des actionnaires ou par apports en nature;

2° créer des titres visés à l'article 1^{er}, § 3, ou conférer des droits donnant droit à la souscription ou à l'acquisition d'actions si lesdits titres ou droits ne sont pas offerts par préférence aux actionnaires proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions;

3° prendre des décisions ou procéder à des opérations qui auraient pour effet de modifier de manière significative la composition de l'actif ou du passif de la société, ni assumer des engagements sans contrepartie effective; toutefois, le conseil d'administration a la faculté de mener à terme les opérations suffisamment engagées avant la réception de la communication visée à l'article 6, alinéa 2.

§ 2. Le § 1^{er} ne porte pas de préjudice :

1° aux engagements valablement pris avant la réception de la communication visée à l'article 6, alinéa 2;

2° aux augmentations de capital pour lesquelles le conseil d'administration a été expressément et préalablement habilité par une assemblée générale, statuant comme en matière de modification des statuts, tenue trois ans au maximum avant la réception de la communication susvisée, pour autant que :

a) les actions créées en représentation de l'augmentation de capital soient dès leur émission intégralement libérées;

b) le prix d'émission des actions créées en représentation de l'augmentation du capital, ne soit pas inférieur au prix de l'offre;

c) le nombre d'actions créées en représentation de l'augmentation de capital ne dépasse pas un dixième des actions représentatives du capital émises antérieurement à l'augmentation de capital.

§ 3. Le conseil d'administration de la société visée donne immédiatement connaissance de manière circonstanciée à l'offrant et à la Commission bancaire des décisions visées au § 1^{er}, 1°, 2° et 3° et au § 2, 1° et 2°. Il rend également ces décisions publiques.

Art. 9. Si, après la réception de la communication visée à l'article 6, alinéa 2, des contacts sont établis entre l'offrant et la société visée, ils doivent l'un et l'autre veiller à l'égalité de traitement de tous les actionnaires de la société visée et tenir la Commission bancaire informée.

Art. 10. A dater de la publication prévue à l'article 6 et pendant toute la durée de l'offre, la négociation des titres émis par la société visée et par l'offrant ne peut être effectuée qu'en bourse, pour autant que ces titres soient admis à la cote officielle ou aux ventes publiques supplémentaires.

Art. 11. § 1^{er}. L'offrant, ses administrateurs et les autres personnes physiques ou morales agissant de concert avec eux doivent déclarer dans les deux jours à la Commission bancaire les opérations d'achat et de vente qu'ils ont effectuées depuis l'envoi de l'avis visé à

Art. 6. Wanneer de Bankcommissie een kennisgeving overeenkomstig artikel 4 heeft ontvangen, maakt zij die uiterlijk de dag na die van de ontvangst ervan op de door haar bepaalde wijze openbaar.

Dezelfde dag brengt zij deze openbaarmaking ter kennis van :

1° het noteringscomité of de noteringscomités van de openbare fondsen- en wisselbeurzen van het Rijk waar de aandelen van de bedoelde vennootschap tot de officiële notering zijn toegelaten of op de bijkomende veilingen worden verhandeld;

2° de bedoelde vennootschap;

3° de bieder.

Indien de Bankcommissie evenwel van oordeel is dat niet is voldaan aan artikel 3, 4°, wordt de in § 1 bedoelde openbaarmaking gedurende ten hoogste drie dagen opgeschort, tot zij de zaak aanhangig maakt bij de voorzitter van de rechtbank van koophandel overeenkomstig artikel 16 van de wet van 2 maart 1989.

Art. 7. Wanneer de goede werking van de markt dit vereist, kan de Bankcommissie de personen die betrokken zijn bij een eventueel openbaar overnameaanbod, verzoeken een mededeling te publiceren, zoniet, dit zelf doen.

Behoudens in het in het eerste lid bedoelde geval mag niemand, vóór de in artikel 6 bedoelde openbaarmaking, in om het even welke vorm het uitbrengen van een bod aankondigen.

Art. 8. § 1. Vanaf de ontvangst van de in artikel 6, tweede lid bedoelde mededeling en tot aan het einde van de bod, mag de bedoelde vennootschap, tenzij bij beslissing van de algemene vergadering,

1° haar kapitaal niet verhogen door inbreng in geld met beperking of opheffing van het voorkeurrecht van de aandeelhouders of door inbreng in natura;

2° effecten als bedoeld in artikel 1, § 3, uitgeven of rechten verlenen om in te schrijven op aandelen dan wel deze te verwerven, indien genoemde effecten of rechten niet bij voorkeur worden aangeboden aan de aandeelhouders naar evenredigheid van het gedeelte van het kapitaal dat hun aandelen vertegenwoordigen;

3° geen beslissingen nemen noch verrichtingen uitvoeren die een gevoelige wijziging in de samenstelling van het actief of passief van de vennootschap tot gevolg zouden hebben noch verplichtingen aangaan zonder effectieve tegenprestatie; de raad van bestuur mag evenwel verrichtingen die voor de ontvangst van de in artikel 6, tweede lid bedoelde mededeling voldoende zijn gevorderd, ten einde brengen.

§ 2. § 1 doet geen afbreuk :

1° aan de verplichtingen die vóór de ontvangst van de in artikel 6, tweede lid bedoelde mededeling geldig zijn aangegaan;

2° aan de kapitaalsverhogingen waartoe de raad van bestuur uitdrukkelijk en vooraf werd gemachtigd door een algemene vergadering die beslist als inzake statutenwijzigingen en plaatsheeft ten hoogste drie jaar vóór de ontvangst van voornoemde mededeling, in zover :

a) de uitgegeven aandelen die de kapitaalsverhoging vertegenwoordigen, van bij hun uitgifte volledig zijn volgestort;

b) de uitgifteprijs van de uitgegeven aandelen die de kapitaalsverhoging vertegenwoordigen, niet minder bedraagt dan de prijs van het bod;

c) het aantal uitgegeven aandelen die de kapitaalsverhoging vertegenwoordigen, niet meer bedraagt dan één tiende van de vóór de kapitaalsverhoging uitgegeven aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen.

§ 3. De raad van bestuur van de bedoelde vennootschap brengt de bieder en de Bankcommissie onmiddellijk en op omstandige wijze de beslissingen ter kennis, bedoeld in § 1, 1°, 2° en 3° en in § 2, 1° en 2°. Hij maakt deze beslissingen tevens openbaar.

Art. 9. Wanneer na ontvangst van de in artikel 6, tweede lid bedoelde mededeling, contacten worden gelegd tussen de bieder en de bedoelde vennootschap, moeten beiden erop toezien dat alle aandeelhouders van de bedoelde vennootschap gelijk worden behandeld en de Bankcommissie op de hoogte houden.

Art. 10. Vanaf de openbaarmaking zoals voorgeschreven in artikel 6 en zolang als het bod geldt, mogen de effecten die zijn uitgegeven door de bedoelde vennootschap en door de bieder, eerst op de beurs worden verhandeld, voor zover deze effecten zijn toegelaten tot de officiële notering of de bijkomende veilingen.

Art. 11. § 1. De bieder, zijn bestuurders en de andere natuurlijke of rechtspersonen die in overleg met hen optreden, moeten binnen twee dagen aan de Bankcommissie ter kennis brengen welke aankoop- of verkoopverrichtingen zij sinds de verzending van de in

l'article 4 sur les titres émis par la société visée, ainsi que, le cas échéant, sur les titres de l'offrant et de la société dont les titres sont offerts en contrepartie.

Les déclarations doivent comprendre les renseignements suivants :

- nom et qualité de la personne tenue à déclaration;
- date de la ou des opérations;
- nombre de titres acquis ou cédés et prix payé.

§ 2. Le § 1^{er} s'applique à la société visée, à ses administrateurs et aux autres personnes physiques ou morales agissant de concert avec eux dès réception par la société visée de la communication visée à l'article 6, alinéa 2.

§ 3. A dater de la publication prévue à l'article 6, alinéa 1^{er}, le § 1^{er} s'applique aux personnes autres que celles visées aux §§ 1^{er} et 2 qui détiennent, directement ou indirectement, une quantité de titres de l'offrant ou de la société visée représentant au moins 1 p.c. des titres émis.

§ 4. A dater de la publication prévue à l'article 6, alinéa 1^{er}, les personnes qui interviennent dans la négociation des titres doivent indiquer à la Commission bancaire, si celle-ci le leur demande, l'identité de l'opérateur pour le compte de qui elles agissent. Les intermédiaires qui interviennent successivement sont tenus à une même obligation. S'ils n'agissent pas pour leur propre compte, les intermédiaires doivent informer au préalable la personne à la demande de qui ils sont appelés à agir que leur intervention est subordonnée à l'obligation qui leur incombe et d'accepter en conséquence que son identité soit communiquée à la Commission.

Si les prescriptions de l'alinéa précédent ne sont pas respectées, l'intermédiaire ne peut exécuter les opérations.

§ 5. Si, postérieurement à l'avis visé à l'article 3 et pendant la durée de l'offre, l'offrant ou les personnes agissant de concert avec lui acquièrent, en dehors du cadre de l'offre, des titres de la société visée à un prix supérieur à celui de l'offre, ce dernier prix est aligné sur ce prix supérieur.

§ 6. Dans le cas visé à l'article 3, alinéa 2, l'offrant et les personnes agissant de concert avec lui ne peuvent à dater de l'avis donné à la Commission bancaire et pendant toute la durée de l'offre, acquérir des titres de la société visée.

Art. 12. A dater de l'avis à la Commission bancaire visé à l'article 4, l'offre ne peut plus être modifiée, sauf dans un sens plus favorable pour les titulaires de titres de la société visée.

Toutefois, l'offrant peut la modifier ou la retirer si l'assemblée générale ou le conseil d'administration de la société visée prend l'une des décisions visées à l'article 8. Dans ce cas, l'offrant rend la modification ou le retrait public dans les cinq jours qui suivent la notification de la décision qui lui a été faite en exécution de l'article 1^{er}, § 3. Si cette décision comporte l'émission par la société visée de titres visés à l'article 1^{er}, § 3, l'offrant doit s'il ne retire pas son offre, étendre celle-ci, éventuellement à des conditions modifiées, aux titres nouvellement créés.

Art. 13. A compter de la publication prévue à l'article 6, alinéa 1^{er}, l'offre ne peut être retirée que dans le cas visé à l'article 12, et dans les cas suivants :

a) en cas de contre-offre;

b) en cas de défaut d'autorisation administrative requise pour l'acquisition des titres qui font l'objet de l'offre et notamment dans l'hypothèse où l'opération ne pourrait se réaliser à la suite d'une décision des autorités chargées de veiller à la libre concurrence;

c) au cas où indépendamment de la volonté de l'offrant une condition de l'offre autorisée par la Commission bancaire et indiquée dans l'avis prévu à l'article 4 n'est pas remplie;

d) moyennant l'autorisation motivée de la Commission bancaire, en cas de circonstances exceptionnelles ne permettant pas la réalisation de l'offre pour des raisons indépendantes de la volonté de l'offrant.

Le retrait de l'offre est notifié à la Commission bancaire et publié conformément à l'article 21, § 2.

Sous-section 3.

Du conseil d'administration de la société visée

Art. 14. Lorsqu'elle procède à la publication visée à l'article 6, alinéa 1^{er}, la Commission bancaire communique au conseil d'administration de la société visée le projet de prospectus visé à l'article 5, 1^o. Le conseil d'administration de la société visée transmet à la

artikel 4 bedoelde kennisgeving hebben uitgevoerd op de door de bedoelde vennootschap uitgegeven effecten alsook, in voorkomend geval, op de effecten van de bieder en van de vennootschap waarvan de effecten als tegenprestatie worden aangeboden.

De kennisgevingen moeten de volgende gegevens bevatten

- naam en hoedanigheid van de persoon die tot kennisgeving is verplicht;
- dag van de verrichting(en);
- aantal verworven of overgedragen effecten en betaalde prijs

§ 2. § 1 is van toepassing op de bedoelde vennootschap, op haar bestuurders en op de andere natuurlijke of rechtspersonen die in overleg met hen optreden vanaf de ontvangst van de in artikel 6 tweede lid bedoelde mededeling door de bedoelde vennootschap

§ 3. Met ingang van de in artikel 6, eerste lid bedoelde openbaarmaking is § 1 van toepassing op de andere personen dan bedoeld in §§ 1 en 2 die rechtsreeks of onrechtstreeks een hoeveelheid effecten van de bieder of de bedoelde vennootschap bezitten die ten minste 1 pct. van de uitgegeven effecten vertegenwoordigen.

§ 4. Met ingang van de in artikel 6, eerste lid bedoeld openbaarmaking moeten de bemiddelaars die de effecten verhandelen, de Bank commissie, op haar verzoek, de identiteit mededelen van de persoon voor wiens rekening zij handelen. Voor de achtereenvolgende bemiddelaars geldt een zelfde verplichting. Indien de bemiddelaars niet voor eigen rekening handelen moeten zij hun opdrachtgever vooraf laten weten dat zij enkel kunnen bemiddelen indien de hun opgelegde verplichting wordt nageleefd en hij bijgevoeg moet aanvaarden dat zijn identiteit aan de Commissie wordt medegedeeld.

Wanneer de voorschriften van het voorgaande lid niet zijn nageleefd mag de bemiddelaar de verrichtingen niet uitvoeren.

§ 5. Wanneer, na de kennisgeving als bedoeld in artikel 3 en tijdens het bod, de bieder of personen die in overleg met hem optreden, buiten het bod effecten van de bedoelde vennootschap tegen een hogere prijs dan de biedprijs verwerven, dan wordt deze laatste prijs aan die hogere prijs aangepast.

§ 6. In het geval als bedoeld in artikel 3, tweede lid mogen de bieder en de andere personen die in overleg met hem optreden, vanaf de datum van kennisgeving aan de Bankcommissie en tijdens het bod, geen effecten van de bedoelde vennootschap verwerven

Art. 12. Zodra de in artikel 4 bedoelde kennisgeving aan de Bank commissie is verricht, mag het bod niet meer worden gewijzigd, tenzij in gunstiger zin voor de effectenhouders van de bedoelde vennootschap.

De bieder mag zijn bod evenwel wijzigen of intrekken indien de algemene vergadering of de raad van bestuur van de bedoelde vennootschap één van de in artikel 8 genoemde beslissingen neemt. In dit geval maakt de bieder zijn wijziging of intrekking openbaar binnen vijf dagen volgend op de dag waarop hem de beslissing is betekend met toepassing van artikel 8, § 3. Impliceert deze beslissing de uitgifte door de bedoelde vennootschap van effecten als bedoeld in artikel 1, § 3, dan moet de bieder, indien hij zijn bod niet intrekt, dit eventueel tegen gewijzigde voorwaarden uitbreiden tot de nieuw uitgegeven effecten.

Art. 13. Vanaf de in artikel 6, eerste lid bedoelde openbaarmaking mag het bod slechts worden ingetrokken, in het in artikel 12 bedoelde geval alsook in volgende gevallen :

a) bij een tegenbod;

b) bij gebrek aan de vereiste bestuursrechtelijke toelating om de effecten te verwerven waarop het bod slaat en inzonderheid ingeval de verrichting niet zou kunnen plaatshebben als gevolg van een beslissing van de autoriteiten belast met het toezicht op de vrije mededinging;

c) wanneer, buiten de wil van de bieder, niet is voldaan aan een voorwaarde van het door de Bankcommissie toegelaten bod, die in de in artikel 4 bedoelde kennisgeving voorkomt;

d) met de gemotiveerde toelating van de Bankcommissie, in uitzonderlijk omstandigheden die de verwezenlijking van het bod verhinderen, om redenen buiten de wil van de bieder

De intrekking van het bod wordt aan de Bankcommissie betekend en openbaar gemaakt overeenkomstig artikel 21, § 2

Onderafdeling 3

De raad van bestuur van de bedoelde vennootschap

Art. 14. Bij de openbaarmaking zoals bedoeld in artikel 6, eerste lid, deelt de Bankcommissie het in artikel 5, 1^o, bedoelde ontwerp prospectus aan de raad van bestuur van de bedoelde vennootschap mee. De raad van bestuur van de bedoelde vennootschap maakt de

Commission bancaire, ainsi qu'à l'offrant, ses observations et avis dans un délai de cinq jours au plus à compter de la réception du projet de prospectus.

Art. 15. § 1^{er}. Si le conseil d'administration de la société visée estime que le projet de prospectus établi par l'offrant présente des lacunes ou qu'il contient des informations susceptibles d'induire en erreur les titulaires de titres de la société visée, il doit en aviser l'offrant et la Commission bancaire.

§ 2. Le conseil d'administration de la société visée doit faire connaître son avis sur l'offre. Ce faisant, il doit agir dans l'intérêt de l'ensemble des titulaires de titres des créanciers et des travailleurs de la société visée.

Si les statuts de la société visée contiennent des clauses d'agrément ou de préemption, le conseil doit indiquer s'il a l'intention d'accorder ou de refuser l'agrément et si l'application des clauses de préemption sera demandée. Il peut aussi se réserver de refuser l'agrément ou d'appliquer les clauses de préemption.

L'avis doit indiquer si, en leur qualité de titulaires de titres, les administrateurs vont vendre à l'offrant dans le cadre de l'offre, les titres qu'ils possèdent. Ils doivent demander aux titulaires de titres qu'en fait ils représentent de donner les mêmes indications en ce qui concerne les titres qu'ils possèdent. Si les administrateurs ou les actionnaires qu'en fait ils représentent n'adoptent pas une position unanime quant à leur intention de vendre ou de ne pas vendre dans le cadre de l'offre les titres qu'ils possèdent, l'avis mentionnera les administrateurs et actionnaires qui adoptent une position divergente par rapport à la majorité d'entre eux. Les administrateurs et les titulaires de titres qu'en fait ils représentent doivent agir conformément aux indications données.

L'avis du conseil d'administration fait état de la position prise le cas échéant au sujet de l'offre par le conseil d'entreprise, saisi de celle-ci en application de l'arrêté royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprises; à défaut de position unanime du conseil d'entreprise, il est fait état de la position des différentes composantes de celui-ci.

§ 3. L'avis du conseil d'administration de la société visée est rendu public dans le prospectus ou dans un document distinct. Sa publication doit être préalablement approuvée par la Commission bancaire.

Art. 16. Si dans son avis visé à l'article 15, le conseil d'administration a indiqué qu'il avait l'intention de refuser l'agrément ou que l'application des clauses de préemption serait demandée, ou s'il s'est réservé de refuser l'agrément ou d'appliquer les clauses de préemption, les titulaires de titres peuvent néanmoins répondre à l'offre, sous la condition résolutoire du respect de l'alinéa 2

En cas de refus d'agrément ou d'application des clauses de préemption, les titulaires de titres doivent se voir proposer, dans les cinq jours suivant la clôture de l'offre, l'acquisition de leurs titres, à un prix au moins égal au prix de l'offre ou de la contre-offre, par une ou plusieurs personnes bénéficiant de l'agrément ou à l'égard desquelles le droit de préemption ne serait pas invoqué.

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, les clauses d'agrément figurant soit dans les statuts, soit dans un acte authentique d'émission d'obligations convertibles ou avec warrants, pourront être opposées à l'auteur de l'offre publique par le conseil d'administration de la société visée pour autant que le refus d'agrément soit justifié par l'application constante et non discriminatoire des règles d'agréments adoptées par ledit conseil d'administration et communiquées à la Commission bancaire avant la date du dépôt de l'avis visé par l'article 4.

Sous-section 4. — Du prospectus

Art. 17. Le prospectus ne peut être publié avant d'avoir été approuvé par la Commission bancaire.

Art. 18. Le prospectus doit mentionner les conditions de l'offre et contenir les renseignements qui, selon les caractéristiques de l'offrant, de la société visée, des titres faisant l'objet de l'offre et, le cas échéant, des titres offerts en contrepartie, sont nécessaires pour que les titulaires de titres de la société visée puissent porter un jugement fondé sur l'opération.

Bankcommissie alsook de bieder zijn bedenkingen en opmerkingen over binnen een termijn van ten hoogste vijf dagen, te rekenen vanaf de ontvangst van het ontwerp-prospectus.

Art. 15. § 1. Indien de raad van bestuur van de bedoelde vennootschap van oordeel is dat het door de bieder opgemaakte ontwerp-prospectus leemten vertoont dan wel gegevens bevat die de effecten-houders van de bedoelde vennootschap kunnen misleiden, dan moet hij dit ter kennis brengen van de Bankcommissie en van de bieder.

§ 2. De raad van bestuur van de bedoelde vennootschap moet zijn advies over het bod bekendmaken. Hierbij moet hij het belang van alle effectenhouders, schuldeisers en werknemers van de bedoelde vennootschap betrachten.

Indien goedkeuringsclausules of rechten van voorkoop in de statuten van de bedoelde vennootschap zijn opgenomen, moet de raad aangegeven of hij voornemens is die goedkeuring te geven of te weigeren en of de toepassing van de rechten van voorkoop zal worden gevraagd. Hij kan zich tevens het recht voorbehouden de goedkeuring te weigeren dan wel de rechten van voorkoop toe te passen.

Het advies moet aangegeven of de bestuurders, in hun hoedanigheid van effectenhouders, de effecten in hun bezit aan de bieder in het kader van het bod gaan verkopen. Ze moeten de effectenhouders die zij in feite vertegenwoordigen verzoeken de zelfde gegevens te verstrekken voor de effecten in hun bezit. Wanneer de bestuurders van aandeelhouders die zij in feite vertegenwoordigen, geen eensgezind standpunt innemen omtrent hun voornemen om de effecten in hun bezit al dan niet te verhogen in het kader van het bod, moet in het advies worden vermeld welke bestuurders en aandeelhouders ten opzichte van de meerderheid een ander standpunt innemen. De bestuurders en de effectenhouders die zij in feite vertegenwoordigen moeten handelen overeenkomstig de gegevens die ze hebben verstrekt.

In het advies van de raad van bestuur wordt het eventuele standpunt vermeld van de ondernemingsraad omtrent het bod dat hem is voorgelegd met toepassing van het koninklijk besluit van 27 november 1973 houdende reglementering van de economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden; zo er geen unaniem standpunt is, wordt dat van de verschillende fracties in het advies opgenomen.

§ 3. Het advies van de raad van bestuur van de bedoelde vennootschap wordt openbaar gemaakt in het prospectus of in een afzonderlijk stuk. De openbaarmaking moet vooraf zijn goedgekeurd door de Bankcommissie.

Art. 16. Indien de raad van bestuur in zijn advies zoals bedoeld in artikel 15, aangeeft dat hij voornemens was de toelating te weigeren of dat de toepassing van de rechten van voorkoop zou worden gevraagd, dan wel dat hij zich het recht heeft voorbehouden de toelating te weigeren of de rechten van voorkoop toe te passen, mogen de effectenhouders niettemin op het bod ingaan, onder de ontbindende voorwaarde dat lid 2 wordt nageleefd.

Bij weigering van de toelating of toepassing van de rechten van voorkoop, moet aan de effectenhouders, binnen vijf dagen na de afsluiting van het bod, worden voorgesteld dat hun effecten worden verworven door een of meer personen die deze toelating bezitten of ten aanzien van wie het recht van voorkoop niet zal worden ingeroepen, tegen een prijs die ten minste gelijk is aan de prijs van het bod of het tegenbod.

Goedkeuringsclausules die vóór de inwerkingtreding van dit besluit hetzij in de statuten, hetzij in een authentieke akte van uitgifte van converteerbare obligaties of obligaties met warrants zijn opgenomen, zullen, in afwijking van het eerste en het tweede lid, door de raad van bestuur van de bedoelde vennootschap aan de bieder kunnen worden tegengeworpen, voor zover de weigering van goedkeuring is verantwoord op grond van een blijvende en niet-discriminerende toepassing van de goedkeuringsregels die door de raad van bestuur zijn vastgesteld en aan de Bankcommissie medegedeeld vóór de datum van neerlegging van de in artikel 4 bedoelde kennisgeving.

Onderafdeling 4. — Het prospectus

Art. 17. Het prospectus mag pas na goedkeuring door de Bankcommissie worden bekendgemaakt.

Art. 18. Het prospectus moet de voorwaarden van het bod vermelden en de nodige gegevens bevatten om, naar gelang van de eigenschappen van de bieder, de bedoelde vennootschap, de effecten waarop het bod slaat en, in voorkomend geval, van de als tegenprestatie aangeboden effecten, de effectenhouders van de bedoelde vennootschap in staat te stellen zich een gegrond oordeel te vormen over de verrichting.

Art. 19. Les conditions de l'offre doivent prévoir :

1° que les titulaires de titres ayant accepté une offre sont déliés de leur acceptation en cas de contre-offre régulière;

2° que toute augmentation du prix de l'offre bénéficie aux titulaires de titres qui ont accepté l'offre avant ladite augmentation;

3° que les acceptations de l'offre introduites avant la publication du prospectus ne lient pas les titulaires de titres.

Art. 20. Sans préjudice de l'obligation visée à l'article 18, le prospectus contient au moins les renseignements prévus par le schéma annexé au présent arrêté.

En cas de pluralité d'offrants, les renseignements prévus par le § 1^{er} sont donnés pour chacun d'eux.

Lorsque certains renseignements prévus par l'alinéa 1^{er} se révèlent inadaptés à l'activité ou à la forme juridique de l'offrant ou de la société visée, des renseignements équivalents doivent être fournis.

Art. 21. Le prospectus doit être rendu public sous la forme d'une brochure mise gratuitement à la disposition du public au moins auprès de l'établissement de crédit visé à l'article 3, 6°.

En outre, un avis indiquant le ou les endroits où le public peut se procurer le prospectus en Belgique doit faire l'objet d'une insertion dans un ou plusieurs journaux à diffusion nationale ou à large diffusion en Belgique.

Art. 22. Le prospectus doit être accompagné d'un bulletin d'acceptation établi en deux exemplaires. Le prospectus et le bulletin d'acceptation forment un tout.

Art. 23. A compter de la publication, prévu à l'article 6, alinéa 1^{er}, l'offrant, la société visée et les personnes agissant de concert avec eux, s'abstiennent de publier ou de faire publier tout document ou de faire des déclarations ou des communications présentant l'opération d'une manière susceptible d'induire le public en erreur.

En cas de publication des documents ou de déclarations présentant l'opération d'une manière susceptible d'induire le public en erreur, la Commission bancaire peut exiger des auteurs une communication rectificative et, s'il n'est pas donné suite à cette exigence dans les délais fixés, procéder elle-même, aux frais des auteurs, à cette communication rectificative.

Art. 24. Tout fait nouveau significatif de nature à influencer le jugement des titulaires de titres de la société visée et intervenant entre le moment où le contenu du prospectus est arrêté et la clôture de l'offre doit faire l'objet d'un complément au prospectus, contrôlé et publié dans les mêmes conditions que celui-ci.

Art. 25. Après que le prospectus a été rendu public tout document, toute déclaration ou communication au sujet de l'opération émanant de personnes visées à l'article 23, alinéa 1^{er} doit mentionner qu'il existe un prospectus et indiquer où celui-ci est rendu public conformément à l'article 21.

Sous-section 5

Du déroulement et de la clôture de l'offre

Art. 26. L'offre doit avoir une durée minimale de dix jours et une durée maximale de vingt jours à compter de la date à laquelle le prospectus est rendu public.

Toutefois, si une assemblée générale de la société visée est convoquée pour délibérer sur l'un des points visés à l'article 8, la durée de l'offre est prorogée jusqu'au quinzième jour ouvrable suivant la tenue de ladite assemblée.

Art. 27. L'offrant doit, dans les cinq jours qui suivent la clôture de l'offre, rendre publics les résultats de celle-ci.

Art. 28. Si le nombre de titres présentés est inférieur au nombre minimum de titres que l'offrant avait fixé, il peut néanmoins les acquérir, s'il s'est réservé cette faculté dans l'avis visé à l'article 4.

Art. 29. Dans l'hypothèse visée à l'article 28, l'offrant informe le public dans les cinq jours qui suivent la clôture de l'offre, de sa décision d'exercer ou non le droit qu'il s'est réservé. Il informe également le public et la Commission bancaire du nombre de titres qu'il rachète et du nombre qu'il détient après l'offre.

Art. 30. Si, avant la clôture de l'offre, l'offrant s'est engagé à acquérir des titres de la société visée à un prix supérieur à celui de l'offre, il doit ouvrir son offre à ce prix et verser la différence de prix aux titulaires de titres qui ont répondu à la précédente offre ou contre-offre. Cette nouvelle offre doit porter sur la totalité des titres restant en circulation.

Art. 19. De voorwaarden van het bod moeten bepalen

1° dat effectenhouders die een bod hebben aanvaard, niet meer gebonden zijn door hun aanvaarding in geval van een regelmatig tegenbod;

2° dat elke verhoging van de biedprijs geldt voor de effectenhouders die vóór genoemde verhoging het bod hebben aanvaard,

3° dat een aanvaarding van het bod vooraleer een prospectus is openbaar gemaakt, niet bindend is voor de effectenhouders

Art. 20. Onverminderd de verplichting bedoeld in artikel 18, bevat het prospectus ten minste de gegevens die zijn voorgeschreven door het bij dit besluit gevoegde schema.

Zijn er verschillende bieders, dan worden de door § 1 voorgeschreven gegevens voor elk van hen verstrekt.

Wanneer sommige door lid 1 voorgeschreven gegevens niet blijken aan te sluiten bij het bedrijf of de rechtsvorm van de bieder of de bedoelde vennootschap, dan moeten gelijkwaardige gegevens worden verstrekt.

Art. 21. Het prospectus moet openbaar worden gemaakt in de vorm van één brochure die ten minste bij de in artikel 3, 6° bedoelde kredietinstelling kosteloos voor het publiek verkrijgbaar is

Bovendien moet in een of meer landelijke dagbladen met een grote oplage in België een bericht worden geplaatst waarin wordt aangegeven op welke plaats(en) in België het prospectus voor het publiek verkrijgbaar is.

Art. 22. Bij het prospectus moet een in twee exemplaren opge maakt aanvaardingsbulletin worden gevoegd. Het prospectus en het aanvaardingsbulletin vormen één geheel.

Art. 23. Vanaf de in artikel 6, eerste lid, bedoelde openbaarmaking mogen de bieder, de bedoelde vennootschap en de personen die in overleg met hen optreden, geen stuk bekendmaken, of laten bekendmaken, geen verklaringen afleggen noch mededelingen doen, waarmee de verrichting wordt voorgesteld op een wijze die het publiek kan misleiden.

Wanneer stukken of verklaringen worden openbaar gemaakt die het publiek kunnen misleiden dan kan de Bankcommissie van de auteurs een rechtzetting eisen en zo dit niet binnen de vastgestelde termijn geschiedt, zelf op kosten van de auteurs deze rechtzetting openbaar maken.

Art. 24. Elk nieuw betekenisvol feit dat invloed kan hebben op de oordeelsvorming van de effectenhouders van de bedoelde vennootschap en zich voordoet tussen het ogenblik waarop de inhoud van het prospectus is vastgesteld en de afsluiting van het bod, moet worden vermeld in een aanvulling bij het prospectus, die op dezelfde wijze als het prospectus wordt gecontroleerd en openbaar gemaakt.

Art. 25. Na de openbaarmaking van het prospectus moeten alle stukken, verklaringen of mededelingen vanwege personen die in artikel 23, eerste lid zijn bedoeld, vermelden dat er een prospectus bestaat en waar dit overeenkomstig artikel 21 wordt bekendgemaakt.

Onderafdeling 5

Verloop en afsluiting van het bod

Art. 26. De duur van het bod moet minimum tien dagen en maximum twintig dagen bedragen, te rekenen vanaf de datum waarop het prospectus openbaar wordt gemaakt.

Indien evenwel een algemene vergadering van de bedoelde vennootschap wordt samengeroepen om te beraadslagen over een van de in artikel 8 bedoelde punten, wordt de duur van het bod verlengd tot de vijftiende werkdag na de dag van voorlopende vergadering.

Art. 27. Binnen vijf dagen na de afsluiting van het bod moet de bieder de resultaten ervan bekendmaken.

Art. 28. Wanneer minder effecten worden aangeboden dan het minimum aantal effecten dat de bieder had vastgesteld, dan mag hij deze niettemin verwerven, zo hij die mogelijkheid heeft bedongen in de in artikel 4 bedoelde kennisgeving.

Art. 29. In het in artikel 28 bedoelde geval deelt de bieder, binnen vijf dagen na afsluiting van het bod, het publiek zijn beslissing mee om het recht dat hij heeft bedongen al dan niet uit te oefenen. Hij deelt het publiek en de Bankcommissie ook mee hoeveel effecten hij inkoop en hoeveel hij er bezit na het bod.

Art. 30. Indien de bieder voordat het bod wordt afgesloten, de verbintenis heeft aangegaan om effecten van de bedoelde vennootschap te verwerven tegen een hogere prijs dan die van het bod, moet hij zijn bod tegen die prijs weer openstellen en het prijsverschil uitbetalen aan de effectenhouders die op het vorige bod of tegenbod zijn ingegaan. Dit nieuwe bod moet slaan op alle effecten die nog in omloop zijn.

Art. 31. Si les titres de la société visée sont admis à la cote officielle ou traités aux ventes publiques supplémentaires d'une bourse de fonds publics et de change du Royaume et si la contrepartie offerte consiste en titres, l'offrant doit demander, si l'offre réussit, l'admission de ces titres à la cote officielle ou aux ventes publiques supplémentaires au plus tard un mois après la clôture de l'offre.

Art. 32. Si à la suite de l'offre, l'offrant détient 90 p.c. ou plus des titres de la société visée, il doit :

a) dans le mois de la date visée à l'article 27 rouvrir l'offre pendant quinze jours au moins afin de permettre aux titulaires de titres qui, de bonne foi, n'y ont pas répondu, de céder leurs titres au prix de l'offre;

b) la rouvrir dans les mêmes conditions, pendant quinze jours, s'il demande la radiation des titres de la société visée de la cote officielle ou des ventes publiques supplémentaires.

Le calcul de la quotité visée au § 1^{er} est effectué conformément à l'article 2, § 1^{er} de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition et aux mesures prises pour son exécution.

Section II

Des contre-offres publiques d'acquisition et des surenchères

Art. 33. Sans préjudice à l'article 16, le prix de la contre-offre doit excéder d'au moins 5 p.c. celui de l'offre et le surenchères ultérieures doivent être de 5 p.c. au moins par rapport à la dernière offre ou contre-offre.

Art. 34. L'avis relatif à la contre-offre doit être rendu public deux jours au moins avant la clôture de l'offre.

Art. 35. Les articles 3 à 32 sont applicables en cas de contre-offre.

En outre,

1^o le projet de prospectus établi par le contre-offrant est communiqué également par la Commission bancaire à l'offrant;

2^o l'avis du conseil d'administration de la société visée sur la contre-offre est également communiqué à l'offrant;

3^o dans son avis, le conseil d'administration de la société visée procède à une comparaison entre l'offre et la contre-offre. S'il exprime une préférence pour l'offre ou la contre-offre, il doit le faire dans l'intérêt de l'ensemble des actionnaires, des créanciers et des travailleurs.

Art. 36. En ce qui concerne l'information procurée par la société visée, l'offrant et le contre-offrant doivent être mis sur un pied d'égalité.

Art. 37. En cas de contre-offre, l'offrant peut, sur base de l'avis visé à l'article 4 et du prospectus visé à l'article 17, surenchérir jusqu'au deuxième jour précédant la clôture de la contre-offre.

CHAPITRE III. — Des modifications du contrôle

Art. 38. Lorsqu'une personne physique ou morale se propose d'acquérir par une ou plusieurs transactions portant sur des titres émis par une société ayant fait ou faisant publiquement appel à l'épargne le contrôle exclusif ou conjoint de celle-ci, elle doit en aviser la Commission bancaire cinq jours au moins au préalable.

L'article 1^{er}, §§ 3 et 4, et l'article 2, §§ 1^{er} et 2, de la loi du 2 mars 1989 et les dispositions prises pour leur exécution sont d'application.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas :

1^o lorsque l'acquisition projetée des titres sera réalisée exclusivement par une offre publique d'acquisition effectuée conformément aux dispositions du présent arrêté;

2^o aux titres à souscrire en représentation d'une augmentation du capital décidée par l'assemblée générale des actionnaires ou par exercice d'un droit de conversion ou de souscription.

Art. 39. L'avis visé à l'article 38 doit être accompagné d'un dossier qui comprend les éléments qui sont nécessaires à la Commission bancaire pour veiller au respect des principes énoncés à l'article 15, § 1^{er} de la loi du 2 mars 1989. Il est établi conformément aux prescriptions de la Commission bancaire.

Art. 40. Sans préjudice aux articles 16 et 17 de la loi du 2 mars 1989, la Commission bancaire peut faire part à la personne qui lui a donné l'avis prévu à l'article 38 des observations que son projet appelle de sa part au regard des objectifs énoncés à l'article 15, § 1^{er}, de ladite loi.

Art. 31. Wanneer de effecten van de bedoelde vennootschap zijn toegelaten tot de officiële notering aan of worden verhandeld op de bijkomende veilingen van een openbare fondsen- en wisselbeurs van het Rijk en wanneer de geboden tegenprestatie uit effecten bestaat, moet de bieder, zo het bod slaagt, uiterlijk één maand na de afsluiting van het bod vragen om toelating van deze effecten tot de officiële notering of de bijkomende veilingen.

Art. 32. Wanneer de bieder, ingevolge het bod, 90 pct. of meer van de effecten van de bedoelde vennootschap bezit, moet hij :

a) binnen een maand na de in artikel 27 bedoelde datum het bod weer openstellen gedurende ten minste vijftien dagen om de effectenhouders die, te goeder trouw, daarop niet zijn ingegaan, de gelegenheid te geven hun effecten te verkopen tegen de biedprijs;

b) het bod gedurende vijftien dagen weer openstellen onder dezelfde voorwaarden, wanneer hij vraagt om de effecten van de bedoelde vennootschap te schrappen uit de officiële notering of de bijkomende veilingen.

Het in § 1 bedoelde quotum wordt berekend overeenkomstig artikel 2, § 1 van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen en de ter uitvoering hiervan genomen maatregelen.

Afdeling II

Openbaar tegenbod tot overnamen en hoger bod

Art. 33. Overminderd artikel 16 moet de prijs van het tegenbod ten minste 5 pct. hoger zijn dan de biedprijs en elk later hoger bod ten minste 5 pct. hoger in vergelijking met het laatste bod of tegenbod.

Art. 34. De kennisgeving van het tegenbod moet ten minste twee dagen vóór de afsluiting van het bod worden bekendgemaakt.

Art. 35. De artikelen 3 tot 32 zijn van toepassing in geval van een tegenbod.

Bovendien,

1^o wordt het door de tegenbieder opgestelde ontwerp-prospectus door de Bankcommissie ook aan de bieder medegedeeld;

2^o wordt het advies van de raad van bestuur van de bedoelde vennootschap over het tegenbod ook aan de bieder medegedeeld;

3^o maakt de raad van bestuur in zijn advies een vergelijking tussen bod en tegenbod. Wanneer hij een voorkeur laat blijken voor het bod of het tegenbod, dan moet hij dit doen in het belang van alle effectenhouders, schuldeisers en werknemers.

Art. 36. Inzake informatieverstrekking door de bedoelde vennootschap moeten de bieder en de tegenbieder op voet van gelijkheid worden geplaatst.

Art. 37. In geval van tegenbod kan de bieder op basis van de in artikel 4 bedoelde kennisgeving en van het in artikel 17 bedoelde prospectus tot de tweede dag vóór de afsluiting van het tegenbod een hoger bod uitbrengen.

HOOFDSTUK III. — Wijziging in de controle

Art. 38. Wanneer een natuurlijke of rechtspersoon via een of meer verrichtingen op effecten die zijn uitgegeven door een vennootschap die een openbaar beroep doet of heeft gedaan op het spaarwezen, alleen of gezamenlijk de controle hierover wil verwerven, dan moet hij de Bankcommissie daarvan ten minste vijf dagen vooraf in kennis stellen.

Artikel 1, §§ 3 en 4, en artikel 2, §§ 1 en 2 van de wet van 2 maart 1989 en de ter uitvoering ervan genomen bepalingen zijn van toepassing.

Lid 1 is niet van toepassing :

1^o wanneer de voorgenomen effectenaankoop uitsluitend zal geschieden via een openbaar overnameaanbod overeenkomstig de bepalingen van dit besluit;

2^o op de effecten waarop moet worden ingeschreven in het kader van een kapitaalverhoging waartoe is besloten door de algemene vergadering van aandeelhouders of met uitoefening van een conversierecht of een warrant.

Art. 39. Bij de in artikel 38 bedoelde kennisgeving moet een dossier worden gevoegd met de voor de Bankcommissie nodige gegevens om na te gaan of de in artikel 15, § 1 van de wet van 2 maart 1989 geformuleerde beginselen werden nageleefd. Dit dossier wordt opgemaakt overeenkomstig de voorschriften van de Bankcommissie.

Art. 40. Onverminderd de artikelen 16 en 17 van de wet van 2 maart 1989 kan de Bankcommissie aan de persoon die de in artikel 38 bedoelde kennisgeving heeft verricht, mededelen welke opmerkingen zij ten aanzien van de doeleinden van artikel 15, § 1 van voornoemde wet heeft in verband met zijn voornemen.

Si la personne concernée procède à l'acquisition du contrôle sans avoir tenu compte des observations de la Commission bancaire, celle-ci peut les rendre publiques.

Art. 41. § 1^{er}. Lorsqu'une personne physique ou morale a acquis autrement que par une offre publique d'acquisition réalisée conformément au présent arrêté, des titres d'une société ayant fait ou faisant publiquement appel à l'épargne, qui lui confèrent le contrôle exclusif ou conjoint de celle-ci et que le prix payé ou la contrepartie attribuée pour l'acquisition des titres était supérieur au prix du marché lors de ladite acquisition, elle doit offrir au public la possibilité de céder tous les titres qu'il possède :

— contre paiement du même prix ou attribution de la même contrepartie si l'acquisition des titres a été effectuée en une fois;

— contre paiement d'un prix égal au prix le plus élevé ou attribution de la contrepartie la plus élevée qui a été donnée par l'acquéreur au cours des douze mois précédant l'obtention du contrôle, si l'acquisition des titres résulte de plusieurs opérations ou transactions.

L'alinéa 2 de l'article 38 est applicable.

§ 2. Pour déterminer s'il y a lieu d'offrir au public la possibilité prévue au § 1^{er}, ainsi que pour fixer la contrepartie prévue au § 2 de l'article 42, il peut être tenu compte

a) d'éléments établissant que le prix du marché n'est pas, en l'espèce, significatif;

b) du fait que des titulaires ayant cédé tout ou partie des titres qui ont permis l'obtention du contrôle ont souscrit envers les acquéreurs des engagements particuliers relatifs aux actifs ou passifs de la société pour autant que la contrepartie payée pour ces engagements soit proportionnelle à leur portée;

c) d'avantages particuliers, directs ou indirects, autres que la contrepartie reçue pour la cession de leurs titres, dont auraient bénéficié les titulaires de titres ayant cédé tout ou partie des titres qui ont permis l'obtention du contrôle.

La réalité des éléments visés sub. litt. a), b) et c) est contrôlée par la Commission bancaire.

Art. 42. § 1^{er}. La possibilité pour le public de céder tous les titres qu'il possède visée à l'article 41, § 1^{er} doit consister soit en une offre publique d'acquisition soit en un engagement de maintenir le cours.

§ 2. L'offre publique d'acquisition ou le maintien du cours doivent être annoncés dans les trois jours qui suivent l'obtention du contrôle et être effectué au plus tard dans les trente jours.

Le maintien du cours doit se poursuivre durant quinze jours au moins.

Art. 43. L'offre par la personne visée à l'article 41, § 1^{er} peut être remplacée par une offre faite par un tiers si elle présente, pour le public, des conditions et garanties équivalentes.

Art. 44. Lorsqu'une offre publique est lancée conformément aux articles 41 à 43, les articles 3, alinéas 1^{er}, 1^o et 4^o et 2, 5, 6, alinéa 2, 28 et 29 ne sont pas applicables.

En cas de maintien de cours, les articles 3, alinéa 1^{er}, 1^o et 4^o et 2, 5, 6, alinéa 2, 10, 26, alinéa 1^{er}, 28, 29 et 31 ne sont pas applicables.

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 45. Notre Ministre des Affaires économiques, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,

W. CLAES

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Wanneer de betrokken persoon de controle verwerft zonder rekening te hebben gehouden met de opmerkingen van de Bankcommissie, dan kan deze laatste ze bekendmaken.

Art. 41. § 1. Wanneer een natuurlijke of rechtspersoon anderszins dan via een openbaar overnameaanbod uitgebracht overeenkomstig dit besluit, effecten heeft verworven van een vennootschap die een openbaar beroep doet of heeft gedaan op het spaarwezen waardoor hij alleen of gezamenlijk de controle hierover in handen krijgt en wanneer de betaalde prijs of de tegenprestatie voor de verworven effecten hoger lag dan de marktprijs op het ogenblik van die vererving, dan moet het publiek onvoorwaardelijk de mogelijkheid krijgen om alle effecten in zijn bezit over te dragen

— tegen betaling van de zelfde prijs of tegen het bieden van de zelfde tegenprestatie, wanneer de effecten in één maal zijn verworven;

— tegen betaling van een prijs die gelijk is aan de hoogste prijs of tegen het bieden van de hoogste tegenprestatie die de koper heeft geboden in de twaalf maanden die de controlevererving vooraf gaan, wanneer de effecten in verschillende verrichtingen of transacties zijn verworven.

Lid 2 van artikel 38 is van toepassing.

§ 2. Om uit te maken of het publiek de in § 1 bedoelde mogelijkheid moet krijgen, alsmede om de in § 2 van artikel 42 bedoelde tegenprestatie vast te stellen, kan rekening worden gehouden met

a) gegevens waaruit blijkt dat de marktprijs in casu niet betekenisvol is;

b) het feit dat effectenhouders die alle of een deel van de effecten hebben overgedragen waardoor de controle kon worden verkregen, ten aanzien van de verworvers bijzondere verbintenissen hebben aangegaan met betrekking tot de activa of passiva van deze vennootschap, in zover de tegenprestatie voor deze verbintenissen evenredig is aan hun draagwijde;

c) met andere bijzondere rechtstreekse of onrechtstreekse voordelen buiten de ontvangen tegenprestatie voor de overdracht van hun effecten, ten gunste van de effectenhouders die alle of een deel van de effecten hebben overgedragen waardoor de controle kon worden verworven.

De werkelijkheid van de sub litt. a), b) en c) bedoelde gegevens wordt door de Bankcommissie nagegaan.

Art. 42. § 1. De in artikel 41, § 1 bedoelde mogelijkheid voor het publiek om alle effecten in zijn bezit over te dragen, moet worden verwezenlijkt hetzij door een openbaar overnameaanbod, hetzij een verbintenis om de koers te handhaven.

§ 2. Het openbaar overnameaanbod of de koershandhaving moeten binnen drie dagen na de controlevererving worden aangekondigd en uiterlijk binnen dertig dagen plaatsgrijpen.

De koers moet gedurende ten minste vijftien dagen worden gehandhaafd.

Art. 43. Het bod door de in artikel 41, § 1 bedoelde persoon kan worden vervangen door een bod uitgebracht door een derde, indien het voor het publiek tegen gelijkwaardige voorwaarden en waarborgen geschiedt.

Art. 44. Wanneer een openbaar bod wordt uitgebracht overeenkomstig de artikelen 41 tot 43, dan zijn de artikelen 3, lid 1, 1^o en 4^o en 2, 5, 6, lid 2, 28 en 29 niet van toepassing.

Bij koershandhaving zijn de artikelen 3, lid 1, 1^o en 4^o en 2, 5, 6, lid 1, 10, 26, eerste lid, 28, 29 en 31 niet van toepassing.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepaling

Art. 45. Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 november 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege

De Minister van Economische Zaken,

W. CLAES

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

Annexe à l'arrêté royal
relatif aux offres publiques d'acquisition
et aux modifications du contrôle des sociétés

Schéma de prospectus pour les offres publiques d'acquisition

Sans préjudice de l'obligation visée à l'article 20 de l'arrêté, le prospectus doit comporter au moins les mentions et renseignements suivants

1 Quant à l'approbation du prospectus par la Commission bancaire et aux personnes qui assument la responsabilité du prospectus

a) Mention que le prospectus a été approuvé par la Commission bancaire, mais que cette approbation ne comporte aucune appréciation de l'opportunité et des mérites de l'opération.

b) Identité et la qualité des personnes qui assument la responsabilité du prospectus et attestation de ceux-ci, qu'à leur connaissance, les données de celui-ci sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à altérer la portée du prospectus.

2 Quant à l'offrant :

a) Une description détaillée de son identité, de la structure et la répartition de son actionariat, de l'ensemble d'entreprises auquel il appartient, des activités qu'il exerce et leur répartition, de son évolution récente; de l'identité des dirigeants.

b) Ses derniers comptes annuels et/ou consolidés ainsi qu'une situation plus récente si des modifications importantes sont survenues depuis la date de clôture de ces comptes ou si cette date remonte à plus de neuf mois.

Si les comptes annuels non consolidés ou consolidés ne sont pas conformes aux directives du Conseil des Communautés européennes concernant les comptes annuels des entreprises et qu'ils ne donnent pas une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société visée, des renseignements plus détaillés et/ou complémentaires doivent être fournis.

c) Le nombre de titres de la société visée qu'il détient le jour où le prospectus est arrêté ainsi que le nombre de titres de la société visée qu'il a acquis au cours des douze mois précédant cette date, ainsi que l'indication si ces acquisitions ont été opérées en bourse ou hors bourse, la date de ces acquisitions et le(s) prix payé(s) ou la contrepartie consentie.

Les indications visées à l'alinéa précédent en ce qui concerne les titres de la société visée possédés et acquis par des personnes liées à l'offrant et par des personnes agissant de concert avec lui.

3. Quant à l'offre :

a) Si l'offre émane d'une pluralité d'offrants, si l'offre est faite en tout ou en partie pour compte d'un tiers, si l'offrant s'est engagé de rétrocéder à un tiers tout ou partie des titres qu'il détiendrait après l'offre, dans la société visée, ou si l'offrant agit de concert avec d'autres personnes :

- l'identité de ces personnes;
- la part et les modalités d'intervention de chacune d'elles dans l'offre

b) Les objectifs que l'offrant poursuit en lançant l'offre et ses intentions à l'égard de la société visée si l'offre réussit, notamment la place que l'offrant assigne à la société visée dans son groupe, les restructurations éventuelles de la société visée et des sociétés dépendant d'elle, la politique en matière d'emploi dans la société visée et les sociétés dépendant d'elle, l'intention de procéder à des modifications des statuts de la société visée, l'initiative envisagée éventuellement quant à la cotation des titres de la société visée, la politique en matière de rémunération du capital.

c) Indication de l'organe de l'offrant qui a décidé de lancer l'offre et date de sa décision.

Justification qu'il s'agit de l'organe légalement et statutairement habilité à cet effet.

Bijlage bij het koninklijk besluit
op de openbare overnameaanbiedingen
en de wijzigingen in de controle op vennootschappen

Schema voor het prospectus voor openbare overnameaanbiedingen

Onverminderd de verplichting als bedoeld in artikel 20 van het besluit, moet het prospectus tenminste volgende vermeldingen en gegevens bevatten :

1. In verband met de goedkeuring van het prospectus door de Bankcommissie en de personen die verantwoordelijk zijn voor het prospectus :

a) Vermelding dat het prospectus is goedgekeurd door de Bankcommissie, maar dat deze goedkeuring geen beoordeling inhoudt van de opportuniteit noch van de intrinsieke waarde van de verrichting.

b) Identiteit en hoedanigheid van de personen die verantwoordelijk zijn voor het prospectus en hun verklaring dat, voor zover hen bekend, de gegevens hiervan stroken met de werkelijkheid en dat geen gegevens zijn weggelaten waardoor de strekking van het prospectus zou wijzigen.

2. In verband met de bieder :

a) Een omstandige opgave van zijn identiteit, de structuur en samenstelling van zijn aandeelhouderskring, het geheel van ondernemingen waartoe hij behoort, zijn werkzaamheden en uitsplitsing hiervan, recente ontwikkeling, identiteit van de leiders.

b) De laatste jaarrekening en/of geconsolideerde jaarrekening alsmede een recentere staat indien zich sinds de afsluitingsdatum van deze jaarrekeningen belangrijke wijzigingen hebben voorgedaan of meer dan negen maanden verstreken zijn.

Indien de gewone of de geconsolideerde jaarrekening niet strookt met de richtlijnen van de Raad van de Europese Gemeenschappen over de jaarrekening van de ondernemingen en geen getrouw beeld geeft van het vermogen, de financiële positie en de resultaten van de bedoelde vennootschap moeten uitvoeriger en/of aanvullende inlichtingen worden verstrekt.

c) Hoeveel effecten van de bedoelde vennootschap hij bezit op de dag dat het prospectus wordt vastgesteld en het aantal effecten van de bedoelde vennootschap dat hij heeft verworven tijdens de twaalf maanden vóór deze datum, alsook de vermelding of deze aankopen ter beurze of buiten beurs zijn geschied, de datum van deze aankopen en de betaalde prijs (prijzen) of de geboden tegenwaarde.

De in voorgaand lid bedoelde gegevens voor de effecten van de bedoelde vennootschap in bezit van en verworven door met de bieder verbonden personen en personen die in overleg met hem optreden.

3. In verband met het bod :

a) Indien het bod uitgaat van verschillende bieders, indien het bod volledig of ten dele wordt gedaan voor rekening van een derde, indien de bieder zich ertoe verbonden heeft aan een derde alle of een deel van de effecten die hij na het bod in de bedoelde vennootschap zou bezitten, te retrocederen, of indien de bieder in overleg met andere personen optreedt :

- de identiteit van deze personen;
- de grootte en de modaliteiten van hun respectief aandeel in het bod.

b) De doelstellingen die de bieder nastreeft met het bod en zijn bedoelingen ten overstaan van de bedoelde vennootschap als het bod slaagt, met name waar de bieder de bedoelde vennootschap in zijn groep situeert, de eventuele herstructureringen van de bedoelde vennootschap en van de vennootschappen die van haar afhangen, het werkgelegenheidsbeleid in de bedoelde vennootschap en in de vennootschappen die van haar afhangen, eventueel voorgenomen statutenwijziging in de bedoelde vennootschap, eventuele initiatieven voor de notering van de effecten van de bedoelde vennootschap, het beleid inzake kapitaalvergoeding.

c) Vermelding van het orgaan van de bieder dat tot het bod beslist en de datum van de beslissing.

Bewijs dat het gaat om het wettelijk en statutair hiertoe gemachtigde orgaan.

d) Justification du respect des conditions prévues à l'article 3, § 2, 1^o à 5^o.

e) Indication des autorisations éventuelles à l'obtention desquelles la réalisation de l'offre est subordonnée.

f) Nombre et types de titres dont l'offrant propose l'acquisition.

g) S'il s'agit d'une offre d'achat, indication et justification du prix. Si plusieurs catégories de titres sont acquies à des prix différents, indication de ces prix et justification des différences.

h) S'il s'agit d'une offre d'échange, les renseignements prévus en application des articles 29 et 29bis de l'arrêté royal n^o 185 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs et des arrêtés pris pour son exécution, sont données pour les titres offerts en rémunération.

i) Indication des dates d'ouverture et de clôture de l'offre; indication sur une éventuelle prolongation ou réouverture de l'offre.

j) Indication des lieux où les prospectus accompagnés des bulletins d'acceptation sont disponibles; indication des lieux du dépôt des acceptations et des titres et de la date ultime pour le dépôt de ces documents.

k) Indication si l'offre est conditionnelle ou inconditionnelle; si l'offre est conditionnelle, indication des conditions.

l) Indication du droit que l'offrant se réserve éventuellement d'acquies les titres proposés si le nombre de réponses est inférieur au minimum souhaité.

m) Date de la publication des résultats de l'offre et de la décision de l'offrant d'acquies les titres proposés même si ce nombre ne correspond pas au minimum souhaité.

n) Indication que les titulaires de titres qui répondent à l'offre seront déliés de leur engagement en cas de contre-offre régulière et plus favorable; indication qu'en cas de majoration par l'offrant, du prix offert tous les titulaires de titres qui auront répondu à l'offre bénéficieront de cette majoration.

o) Indication des dates et des modalités de paiement.

p) Indication que les taxes et frais éventuels sont à charge des titulaires de titres ou de l'offrant.

q) Avis du conseil d'administration de la société visée indiquant :

- qu'il a pris connaissance du projet de prospectus avec mention de la date;
- les éventuels compléments qu'il propose sur le plan de l'information;
- son avis sur l'opportunité de l'offre au regard de l'intérêt des titulaires de titres considérés dans leur ensemble, des créanciers et des travailleurs;
- le nombre de titres détenus par ses membres et les titulaires de titres qu'en fait ils représentent ainsi que l'intention de répondre ou non à l'offre en ce qui les concerne;
- si les statuts de la société visée contiennent des clauses d'agrément, indication de la décision que l'organe compétent compte prendre; si l'organe compétent annonce qu'il refusera l'agrément, indication des mesures qui seraient prévues pour permettre aux titulaires de titres de sortir de la société;
- si les statuts de la société visée contiennent des clauses de préemption, indication des intentions de leurs bénéficiaires.

Indication si l'avis du conseil d'administration de la société visée est unanime et, à défaut, des divers avis formulés.

L'avis du conseil d'administration peut faire l'objet d'un document publié séparément du prospectus.

r) Indication de l'avis du conseil d'entreprise avec indication, à défaut de position unanime, de celle de ses différentes composantes.

s) Indication des avis éventuellement formulés par des institutions financières ou des tiers experts concernant les conditions de l'offre; identification de ces personnes physiques et/ou morales.

4 Quant à la société visée

a) Les renseignements prévus sub 2, a) et b) ci-dessus

b) Un état détaillé du capital et de sa représentation, des actions et parts non représentatives du capital en circulation, des obligations convertibles et des droits de souscription en circulation avec mention de l'époque et des conditions de conversion ou de souscription

c) Les décisions autorisant l'émission d'actions, d'obligations convertibles ou de droits de souscription dans le cadre du capital autorisé et indication des bénéficiaires de ces droits de conversion ou de souscription

d) Hewijs dat aan de voorwaarden van artikel 3, § 2, 1^o tot 5^o is voldaan.

e) Vermelding welke toelatingen eventueel vereist zijn om het bod te kunnen uitbrengen.

f) Hoeveel en welke effecten de bieder voornemens is te verwerven.

g) In geval van een koopaanbod, vermelding en verantwoording van de prijs. Als verschillende categorieën van effecten tegen verschillende prijzen zijn verworven, vermelding van deze prijzen en verantwoording van de prijsverschillen.

h) In geval van een bod tot omruiling, worden de gegevens die krachtens de artikelen 29 en 29bis van het koninklijk besluit nr 185 op de bankcontrole en het uitgifte-regime voor titels en effecten en de ter uitvoering ervan genomen besluiten moeten worden verstrekt, voor de als vergoeding aangeboden effecten vermeld

i) Vermelding van de openings- en slotdatum van het bod, vermelding van een eventuele verlenging of heropening van het bod

j) Vermelding van de plaatsen waar de prospectussen met aanvaardingsbulletins verkrijgbaar zijn; vermelding van de plaatsen waar de acceptaties en de effecten worden neergelegd en van de uiterste datum voor de neerlegging van deze stukken

k) Vermelding of het bod voorwaardelijk of onvoorwaardelijk is vermelding van de voorwaarden.

l) Vermelding van het recht dat de bieder zich eventueel voorbehoudt om de aangeboden effecten te verwerven als de respons kleiner is dan het gewenste minimum.

m) Datum waarop het bod en de beslissing van de bieder om de aangeboden effecten te verwerven, worden openbaar gemaakt, zelfs als dit aantal niet beantwoordt aan het gewenste minimum

n) Vermelding dat de effectenhouders dit het bod aanvaarden in geval van een regelmatig en gunstiger tegenbod van hun verbin tenis worden ontheven; vermelding dat bij hoger bod door de bieder dit hoger bod geldt voor alle effectenhouders die het bod hebben aanvaard.

o) Vermelding van de data en de modaliteiten van de betaling

p) Vermelding dat de eventuele taxes en kosten ten laste zijn van de effectenhouders of van de bieder

q) Advies van de raad van bestuur van de bedoelde vennootschap waaruit blijkt:

- dat hij kennis heeft genomen van het prospectusontwerp inclusief de datum;
- welke eventuele aanvullende informatie hij voorstelt,

— hoe hij de opportuniteit van het bod ten overstaan van het belang van alle effectenhouders, schuldeisers en werknemers doorengenen, beoordeelt;

— hoeveel effecten in bezit zijn van zijn leden en de effectenhouders die zij in feite vertegenwoordigen alsmede of zij al dan niet voornemens zijn het bod te aanvaarden;

— indien de statuten van de bedoelde vennootschap goedkeuringclausules bevatten, welke beslissingen het bevoegde orgaan gaat nemen; in geval van weigering van het bevoegde orgaan, welke maatregelen worden overwogen om de effectenhouders in staat te stellen uit de vennootschap te treden.

— indien de statuten van de bedoelde vennootschap voorkoopclausules bevatten, welke de voornemens zijn van de begunstigen

Vermelding of het advies van de raad van bestuur van de bedoelde vennootschap unaniem is, zo niet, welke de verschillende strekkingen zijn.

Het advies van de raad van bestuur kan separaat worden bekend gemaakt.

r) Vermelding van het advies van de ondernemingsraad of bi, gebrek aan unanimiteit, het standpunt van elke fractie

s) Vermelding van de eventuele adviezen van financiële instellingen of experts over de voorwaarden van het bod identificatie van deze natuurlijke en/of rechtspersonen

4 In verband met de bedoelde vennootschap

a) De gegevens als bedoeld sub 2, a) en b)

b) Een gedetailleerde staat van het kapitaal en hoe dit is vertegenwoordigd, van de aandelen in omloop die het kapitaal niet vertegenwoordigen, van de converteerbare obligaties en warrants in omloop met vermelding van de periode en de conversie of inschrijvingsvoorwaarden

c) De beslissingen waarbij de uitgifte wordt toegelaten van aandelen, converteerbare obligaties of warrants in het kader van het toegestaan kapitaal en opgave van de begunstigen van de conversierechten of warrants

d) Le nombre de titres de la société visée détenus par elle-même ou par ses filiales.

e) L'évolution au cours des douze derniers mois au moins des cours boursiers des titres de la société visée.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 8 novembre 1989.

BAUDOÛIN

Par le Roi

Le Ministre des Affaires économiques,

W. CLAES

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

d) Hoeveel effecten de bedoelde vennootschap zelf of haar dochters bezitten.

e) De evolutie tijdens ten minste de laatste twaalf maanden van de beurskoers van de effecten van de bedoelde vennootschap.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 8 november 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,

W. CLAES

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F 89 — 2127

6 NOVEMBRE 1989. — Arrêté royal octroyant en 1989 au Ministère de la Défense nationale une autorisation de recrutement au-delà de l'enveloppe de recrutement

BAUDOÛIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, Titre VII, notamment l'article 196;

Vu l'arrêté royal du 18 mai 1981 portant fixation du cadre du personnel administratif et du personnel de maîtrise, de métier et de service du Ministère de la Défense nationale, modifié par les arrêtés royaux des 24 décembre 1981, 31 mai 1983 et 25 septembre 1985;

Vu la décision du Comité ministériel de coordination économique et sociale du 6 octobre 1983, fixant le contingent reconnu comme services continus pour les hôpitaux des Forces armées;

Considérant que le Ministère de la Défense nationale a un besoin urgent de personnel civil paramédical supplémentaire afin de combler la pénurie de personnel que connaît actuellement le Centre des brûlés de l'Hôpital militaire de Bruxelles;

Considérant que l'enveloppe de recrutement 1989 accordée au Ministère de la Défense nationale ne comprend ni les infirmiers, ni le personnel paramédical;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le Ministère de la Défense nationale est autorisé à recruter en 1989, au-delà de l'enveloppe de recrutement fixée à 56 unités, 5 agents statutaires pour les besoins de l'Hôpital militaire de Bruxelles, à savoir 4 infirmiers gradués C et 1 kinésithérapeute.

Art. 2. Le contingent de personnel infirmier reconnu comme services continus pour les hôpitaux des Forces armées est porté de 200 à 204 unités.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 novembre 1989.

BAUDOÛIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,

G. COËME

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 89 — 2127

6 NOVEMBER 1989. — Koninklijk besluit tot toekenning in 1989 aan het Ministerie van Landsverdediging van een wervingsmactiging boven de wervingsenvelop

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet van 30 december 1988, Titel VII, inzonderheid op artikel 196;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 mei 1981 tot vaststelling van de personeelsformatie van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van het Ministerie van Landsverdediging, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 december 1981, 31 mei 1983 en 25 september 1985;

Gelet op de beslissing van het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie, in zijn vergadering van 6 oktober 1983, tot vaststelling van de toegelaten personeelssterkte voor de continuïdendiensten, voor de hospitalen van de Krijgsmacht;

Overwegende dat het Ministerie van Landsverdediging een dringende behoefte aan bijkomende paramedisch burgerpersoneel kent, om het huidig personeelstekort van het brandwondencentrum in het Militair Hospitaal van Brussel aan te vullen;

Overwegende dat de aan het Ministerie van Landsverdediging toegekende wervingsenvelop noch de verpleegkundigen, noch het paramedisch personeel bevat;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Ministerie van Landsverdediging mag in 1989 vijf statutaire ambtenaren, namelijk vier gegradueerde ziekenverplegers C en een kinesitherapeut, voor de behoeften van het Militair Hospitaal te Brussel aanwerven, boven de op 56 eenheden vastgestelde wervingsenvelop.

Art. 2. Het contingent aan verpleegkundigen, erkend als continuïdendiensten voor de hospitalen van de Krijgsmacht wordt van 200 op 204 eenheden gebracht.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 november 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

G. COËME